

La IVe République

Les années 1947-1957 ont été celles de la IVe République dont j'ai donc vécu ce que j'appellerais aujourd'hui sa crise permanente. Le projet d'une République populaire, fondée sur le tripartisme né de la Résistance (PC, SFIO, MRP), avait été mis en échec par le rejet du projet de Constitution de 1946, puis l'adoption en 1947 de celle qui régit la IVe République jusqu'à sa fin de fait en 1958. Le MRP avait pris très tôt l'initiative de la rupture du front antifasciste de la Résistance ; la SFIO était restée hésitante encore quelque temps. Il fallait attendre jusqu'en janvier 1948 pour que la rupture SFIO-PC fut consommée, les socialistes ralliant alors le camp dirigé par les Etats Unis, qui prenaient l'initiative de déclencher la guerre froide. Le Plan Marshall, proposé en Avril 1948 et accepté immédiatement par le gouvernement français marquait donc la fin de l'après guerre. La signature du Pacte Atlantique (Juillet 1949) en était le prolongement naturel.

La IVe République n'en sortait pas renforcée. On peut même se demander comment elle a fait pour survivre dix ans. Un tiers des Français, électeurs communistes, restaient rivés au projet de démocratie populaire entrevu en 1945-1946, un autre tiers, proches du RPF gaulliste, étaient hostiles au parlementarisme style IIIe République que la IVe avait repris à son compte. Les gouvernements de la IVe République ne pouvaient donc être que fragiles, assis sur un centre qui ne représentait que le troisième tiers de l'électorat, fluctuant entre « centre gauche » (SFIO-radicaux) et « centre droit » (MRP). Tétanisés par les deux oppositions communiste et gaulliste, les gouvernements de la IVe n'avaient ni la force, ni le courage de rompre avec l'héritage de la IIIe. Dès 1945 le pouvoir gaulliste, en dépit de la participation des communistes au gouvernement s'était singularisé par le massacre de Sétif, le bombardement de Damas et, avec celui de Haïphong le début de la sale guerre du Viet Nam. La IVe République s'est donc enlisée dans les répressions et les guerres coloniales sans fin, après l'écrasement sauvage de l'insurrection de Madagascar (1947), la première guerre du Viet Nam (jusqu'à Dien Bien Phu en mai 1954), la guerre d'Algérie (inaugurée par l'insurrection du 1^{er} Novembre de la même année), parvenant à peine à faire – en 1956 – les concessions minimales face aux mouvements du Maroc et de Tunisie avant de s'engouffrer dans la guerre de Suez, puis, quand même, d'amorcer un tournant autocritique timide avec la mise en place d'une semi autonomie accordée aux colonies d'Afrique tropicale en Février 1957.

Cette même faiblesse intrinsèque conduisait la France à rallier graduellement le plan américain pour l'Europe, en renonçant à peser du poids qu'elle aurait pu exercer dans les affaires européennes et mondiales.

Dès Juin 1948 la France rallie le camp américain de la guerre froide par l'accord tripartite sur l'Allemagne. Comme il fallait s'y attendre les Etats Unis ne tarderont pas à préconiser le réarmement allemand (dès 1950), qui ne surprit que ceux qui avaient voulu ne pas voir la logique de leur choix. En Octobre 1950 la France tente de s'opposer à ce réarmement en proposant d'intégrer l'Allemagne occidentale dans une communauté européenne de défense (CED). Un projet qui traînera jusqu'à son enterrement définitif tardif, en Août 1954, tandis que l'Allemagne entrait officiellement dans l'OTAN en tant que participant à part entière en Octobre de la même année. La double opposition communiste et gaulliste à cette politique américaine pour l'Europe avait eu la peau de la CED, mais elle n'était pas parvenue à substituer une alternative au plan américain. Tout simplement parce que les forces sociales et les idéologies que mobilisaient ces deux oppositions n'avaient rien en commun qui le permette.

Il est de bon ton aujourd'hui de dire que la IVe République a inauguré la construction économique européenne, par l'adoption en décembre 1951 du Plan Schuman de la Communauté du Charbon et de l'Acier CECA et en mars 1957 du traité de Rome. C'est oublier de voir que cette forme d'intégration européenne n'était pas vécue à l'époque, ni par les Européens, ni par les Américains, comme une alternative à l'atlantisme dominé par Washington, mais comme son complètement naturel, lui aussi commandé par les exigences de la guerre froide.

L'affaiblissement progressif de la vigueur de l'opposition communiste, son érosion électorale – bien qu'encore lente – conjuguée au caractère timoré propre aux gouvernement du centre, entraînait fatalement un glissement à droite que la formation des « indépendants » annonçait avec le retour de Pinay et des notables d'avant guerre dévalorisés un moment à la libération. L'ancêtre de la future UDF s'était reconstitué. De concession en concession, la tradition laïque venait elle même à être érodée par l'adoption du principe de la subvention aux écoles libres. Le compromis entre cette droite classique renaissante et le gaullisme allait donc nécessairement mettre fin à la IVe République ; la crise algérienne de mai-juin 1958 ne servant que de piédestal pour fonder la Ve. Les communistes isolés, socialistes et radicaux étaient battus d'avance.

L'image un peu terne par laquelle j'ai décrit ici cette IVe République ne rend pas compte de ses meilleurs côtés : le redressement et la modernisation économique qu'elle a amorcés et que la Ve République n'a eu qu'à poursuivre. Cette image n'implique pas non plus que je considère que la Ve République ait représenté un pas en avant. Au contraire, sa constitution présidentielle constitue pour moi un recul sérieux du principe démocratique. Certes le bloc de droite qui s'était constitué autour du général de Gaulle en 1958 a été - fort

heureusement - « trahi » par son chef. Ce bloc s'attendait à ce que le nouveau régime poursuive la guerre en Algérie et maintienne la formule coloniale en Afrique tropicale. Néanmoins le choix « européen » de la Ve substitué clairement au choix impérial des IIIe et IVe Républiques, - dans la forme dans laquelle il était conçu et de par son contenu social - engageait l'Europe sur des rails qui devaient finir par conduire à l'impasse néo-libérale d'aujourd'hui et restaurer l'hégémonie américaine dont le gaullisme avait espéré limiter l'empreinte. Mais la discussion de ces limites et contradictions de la droite française sort du cadre de ce chapitre de mes mémoires.

Toujours est-il que l'image terne de la IVe République était celle que nous nous en faisons déjà à l'époque, lorsque j'étais étudiant à Paris. J'entends par nous les jeunes communistes révolutionnaires comme de nombreux anciens résistants. Notre vision stratégique collait au projet de 1945-1946 d'une démocratie populaire. Sa défaite n'était pas consommée, pensait-on. Le glissement à droite pouvait être inversé par la conjonction des luttes sur trois fronts : le front social, le front anti-colonial et le front anti-atlantiste guerre froide. Pourtant sur chacun de ces fronts les luttes allaient progressivement s'affaiblir.

Les grandes grèves de novembre-décembre 1947 se soldaient par la scission dans le mouvement syndical et la création de FO. Aucun mouvement social par la suite n'allait retrouver l'ampleur de celui de 1947. D'autant que la situation matérielle des classes populaires allait quand même s'améliorer. Dès janvier 1949 les cartes de pain disparaissaient. Et les grandes réformes de 1945-1946, les nationalisations, la sécurité sociale commençaient à donner leurs fruits.

Sur le plan anti-colonial la mobilisation contre la guerre du Viet Nam n'a jamais faibli. En rendant impossible l'idée même d'y envoyer le contingent cette mobilisation a aidé le peuple vietnamien à parvenir plus vite à sa victoire. Les Vietnamiens le savent, et le disent. Mais tout autre allait être l'attitude des classes populaires françaises, et de la direction du Parti Communiste, face à la guerre d'Algérie : atermoiements pour le moins qu'on puisse dire dont témoigne le soutien au gouvernement de Guy Mollet en 1956, (dans l'espoir, qui s'est avéré bien illusoire, de la reconstitution d'une « gauche unie » face à la dégradation de la IVe République), lequel pourtant non seulement n'envisageait rien d'autre que de s'enfermer dans une logique de guerre (en envoyant le contingent) mais allait aggraver les choses par l'aventure de Suez (octobre-décembre 1956) et le ralliement inconditionnel au projet sioniste. Ceux qui devaient résister à cette dégénérescence pro-colonialiste - des jeunes qualifiés de « gauchistes » et quelques anciens quand même (comme Jean Paul Sartre) annonçaient le renouveau de 1968, un type de mouvement social fort différent par le recrutement de ses militants et par ses thèmes idéologiques, lui

même produit par les transformations profondes de la société française. Mais nous sommes ici encore sortis des limites de l'époque considérée 1947-1957.

La mobilisation contre l'hégémonisme américain et sa guerre froide allait subir elle aussi la même évolution. Cette mobilisation avait probablement atteint son paroxysme pendant la guerre de Corée (1950-1953). La manifestation grandiose du 28 mai 1952, lors de la visite de Ridgway, brisée avec une violence policière inouïe, soldée par l'arrestation de Jacques Duclos, n'a été suivie de rien d'analogue. Il faut dire que la politique soviétique devait elle-même contribuer à cet affaiblissement. Les moments successifs d'accalmies (de « détente ») dans la guerre froide, conquis par l'habileté de la diplomatie soviétique (et cela est à porter à son crédit) ont été malheureusement accompagnés d'inutiles discours opportunistes qui ne pouvaient qu'affaiblir la compréhension de la nature véritable de l'impérialisme américain et de son projet. Sur un autre plan le stalinisme faisait les ravages qu'on aurait dû attendre de lui: les révoltes ouvrières de Berlin (dès 1951), de Poznan puis et surtout l'insurrection hongroise de l'été 1956 étaient condamnées par le discours langue de bois d'usage, sans que l'amorce d'une critique du stalinisme ne soit faite. Le XXe Congrès lui-même et le fameux « rapport Khrouchtchev » n'éclairaient guère les lanternes. Les critiques encore feutrées produites par les camarades chinois dès 1957 étaient rejetées sans examen. On comprend que, dans ces conditions, le front anti US-anti guerre froide perdait son sens. S'amollissant au point de devenir un mouvement pacifiste au sens le plus faible du terme, il ne permettait plus de comprendre ni ce qu'était l'ennemi principal - l'hégémonisme américain - ni ce qu'était son adversaire ambigu - le soviétisme. Et, comme on le sait, l'insurrection hongroise de 1956 a mis un terme à la mobilisation anti guerre froide. Comment les choses ont évolué par la suite, de 1957 à l'effondrement de 1989-1991, sort encore du cadre de cette introduction à mes années d'étudiant en France.

Le cours de l'histoire, une fois son déroulement accompli, paraît toujours avoir été inéluctable. Ceux qui s'étaient inscrits d'emblée dans la perspective de ce parcours paraissent avoir été réalistes - l'histoire leur a donné raison - les autres des utopistes. J'appartenais, et j'appartiens toujours à cette seconde catégorie. Je pense - encore plus fort que lorsque j'étais jeune - que l'histoire peut emprunter des cours différents, qu'il y a toujours une variété d'alternatives également possibles (mais toutes ne le sont pas ; il y a de vraies utopies au sens banal du terme). Lutter pour la meilleure d'entre elles - d'un point de vue humaniste et socialiste - c'est à dire pour « l'utopie créatrice » doit être le choix de ceux qui veulent changer le monde et non pas seulement s'y adapter. L'histoire reste indéterminée, ai-je écrit ; et fort heureusement comme le prouve l'erreur de presque toutes les prévisions à long terme. La responsabilité de ceux qui, par timidité, crainte ou toute autre raison moins avouable, s'inscrivent dans le sens du mouvement d'apparence dominant,

demeure grave : par leur option ils donnent des chances plus fortes à ce mouvement qu'ils prétendent combattre. Tel fut, en l'occurrence, l'option des responsables à Moscou et de la direction du P.C.F. En France l'option en faveur d'une démocratie populaire n'était pas ridicule. La révolution permanente qui caractérise ce pays depuis 1789 permettait de penser l'amorce d'une transgression allant au delà de la démocratie bourgeoise, sur le chemin de ce que j'appelle aujourd'hui la longue transition. Cette option, si elle avait triomphé, n'aurait pas fait de la France une Pologne quelconque, soumise aux diktats de Moscou. Au contraire elle aurait contribué à modifier les rapport de force à l'échelle européenne et peut être par là même aidé le monde de l'Est du « socialisme réellement existant » (fort peu socialiste en fait) à sortir de son impasse par la gauche, au lieu de tomber à droite comme ce devait être le cas quarante ans plus tard. La France révolutionnaire se serait placée peut être une fois encore en tête du mouvement au lieu de se retrouver, comme elle l'est aujourd'hui, à la traîne dans une Europe néo-libérale et atlantiste sans avenir. Les « réalistes » diront que cela était impossible, parce que les faiblesses intrinsèques du capitalisme français, face à celui des pays anglo-saxons et de l'Allemagne, ne permettaient pas d'autre choix que celui de tenter de « rattraper » le retard. L'argument a sa force, puisqu'il rationalise ce qui s'est passé . Mais il reste discutable : les grandes révolutions qui façonnent à long terme l'évolution globale - en l'occurrence pour les temps modernes celles de la France, de la Russie et de la Chine - n'ont pas été produites par les avancées les plus marquées du capitalisme. A cette vision linéaire de l'histoire - fautive puisque démentie sur le long terme - j'oppose celle d'une progression à travers le développement inégal.